

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITE**

SEANCE DU 8 NOVEMBRE 2022

Le 8 novembre 2022 à 14h30, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

M^{me} Catherine CARBONE, Directrice adjointe de la Direction régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES), représentant le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur

Collège A

M^{me} et MM. CASTELNUOVO, LEFEVRE, BLANKE

Collège B

M^{mes} et MM. PRISO-ESSAWE, RAULT, LUNARDELLI, DURAND

Collège BIATSS

M^{me} et M. BERNARD, ANDRE

Collège ÉTUDIANT

M^{me} et MM. LACOURBAS, CAPPELEMAN, MORIN

Collège PERSONNALITES EXTERIEURES

M^{me} et M. GAGNIARD (Ville d'Avignon), FAURE (Société AGRO'NOVAE)

REPRÉSENTÉ.E.S

M^{mes} et MM. LAURANT (procuration à M. CASTELNUOVO), MACE-BARBIER (procuration à M^{me} RAULT), GIMELLO-MESPLOMB (procuration à M. DURAND), COSTA (procuration à M^{me} LUNARDELLI), NABOT (procuration à M. PRISO-ESSAWE), CAILLE (procuration à M. PRISO-ESSAWE), REBMEISTER (procuration à M. CASTELNUOVO)

ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S

MM. ELLERKAMP, WENZEL, GOMES, BERRAG, OUAMOUNO, SANTONI, BISSIERE, GONTARD

PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, excusé

M. BOURDAGEAU, Directeur général des services (DGS), présent

M. GUINTOLI, Agent comptable, excusé

M. GUIN, Président du Grand Avignon, excusé

INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S

M^{me} ANDRZEJEWSKI, Conseillère sûreté (FSD) et ingénierie des risques (CSIR)

M. BOUSSAT, Directeur des ressources humaines (DRH), Directeur général adjoint (DGA)

M^{me} GALNON, Directrice de la communication

M. MARREL, Doyen de l'UFR Droit, économie, gestion (DEG)

M. MONNET, Directeur du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV)

M^{me} SOMMAZI, Directrice des finances, des achats et du contrôle interne (DFACI)

M^{me} PORTAL, Chargée d'affaires administratives et institutionnelles

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 8 novembre 2022**

1. Information relative au plan de sobriété énergétique et au plan de continuité d'activité de l'établissement
2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 4 octobre 2022
3. Ressources humaines :
 - 3.1 Correctif à la délibération n°CA-2022-042 du 12 avril 2022 portant sur une prime de responsabilités pédagogiques (PRP) au titre de l'année universitaire 2021-2022
 - 3.2 Approbation des nouvelles modalités de versement des primes aux agents contractuels BIATSS de l'établissement
4. Formation : création de diplômes universitaires (DU) à compter de l'année universitaire 2022-2023 :
 - DU « Cancer, travail et environnement »
 - DU « Webcréation : monter et sécuriser son projet »
 - DU « Webcréation : écriture et narration »
 - DU « Webcréation : expression et mise en scène »
 - DU « Webcréation : community management »
 - DU « Culture et handicap(s) : accessibilité et inclusion »
5. Approbation des nouvelles modalités de recyclage des documents de la Bibliothèque universitaire sortis des collections (bibliovente)
6. Conventions :
 - 6.1 Approbation de la convention de reversement entre l'Université d'Aix-Marseille et Avignon Université dans le cadre du projet PANORAMA (TIP/PIA)
 - 6.2 Approbation de la convention-cadre de coopération avec l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence (Licence AES - science politique) pour la période 2022-2026
 - 6.3 Approbation de la convention cadre de partenariat privilégié avec l'entreprise Quadient Shipping pour la période 2022-2025
 - 6.4 Approbation de la convention cadre de partenariat privilégié avec l'entreprise PACK Solutions pour la période 2022-2024
 - 6.5 Approbation de la convention cadre de partenariat privilégié avec la SAS CBA Informatique Libérale pour la période 2022-2024
 - 6.6 Approbation de la convention de coopération avec le Lycée général et technologique François Pétrarque d'Avignon (LP MGO) au titre de l'année universitaire 2021-2022
 - 6.7 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique avec l'APECITA (master ST2AE) au titre de l'année universitaire 2022-2023
 - 6.8 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique avec l'association Rheso au titre de l'année universitaire 2022-2023
7. Questions diverses

Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 29

Membres présents : 14

Membres suppléés : 7

Membres absents et non suppléés : 8

1. Information relative au plan de sobriété énergétique et au plan de continuité d'activité de l'établissement

⇒ Pour information du Conseil d'administration

2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 4 octobre 2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)

3. Ressources humaines :

3.1 Correctif à la délibération n°CA-2022-042 du 12 avril 2022 portant sur une prime de responsabilités pédagogiques (PRP) au titre de l'année universitaire 2021-2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

3.2 Approbation des nouvelles modalités de versement des primes aux agents contractuels BIATSS de l'établissement

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4. Formation : création de diplômes universitaires (DU) à compter de l'année universitaire 2022-2023 :

- DU « Cancer, travail et environnement »
- DU « Webcréation : monter et sécuriser son projet »
- DU « Webcréation : écriture et narration »
- DU « Webcréation : expression et mise en scène »
- DU « Webcréation : community management »
- DU « Culture et handicap(s) : accessibilité et inclusion »

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5. Approbation des nouvelles modalités de recyclage des documents de la Bibliothèque universitaire sortis des collections (bibliovente)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6. Conventions :

6.1 Approbation de la convention de reversement entre l'Université d'Aix-Marseille et Avignon Université dans le cadre du projet PANORAMA (TIP/PIA)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.2 Approbation de la convention-cadre de coopération avec l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence (Licence AES - science politique) pour la période 2022-2026

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.3 Approbation de la convention cadre de partenariat privilégié avec l'entreprise Quadient Shipping pour la période 2022-2025

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.4 Approbation de la convention cadre de partenariat privilégié avec l'entreprise PACK Solutions pour la période 2022-2024

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.5 Approbation de la convention cadre de partenariat privilégié avec la SAS CBA Informatique Libérale pour la période 2022-2024

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.6 Approbation de la convention de coopération avec le Lycée général et technologique François Pétrarque d'Avignon (LP MGO) au titre de l'année universitaire 2021-2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.7 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique avec l'APECITA (master ST2AE) au titre de l'année universitaire 2022-2023

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.8 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique avec l'association Rheso au titre de l'année universitaire 2022-2023

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)

7 Questions diverses

⇒ Néant

Le Vice-président du Conseil d'administration (VP CA), Monsieur Samuel Priso-Essawe, informe les membres du CA de l'absence du Président de l'université au cours de la présente séance, étant actuellement en déplacement dans le cadre d'un séminaire organisé par la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP). Aussi, il préside la séance.

Après s'être assuré que le quorum est atteint, Monsieur Priso-Essawe ouvre la séance.

1. Information relative au plan de sobriété énergétique et au plan de continuité d'activité de l'établissement

Les opérateurs de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) ont été sollicités par le Ministère afin d'établir un plan de sobriété prévoyant les mesures à mettre en œuvre pour atteindre l'objectif de réduction de la consommation d'énergie de 10 % en deux ans.

En parallèle, et pour faire face à la crise de ruptures d'approvisionnement énergétique, les établissements doivent élaborer un plan de continuité d'activité (PCA) visant à réduire l'impact et les risques liés à de potentielles coupures électriques et/ou de gaz sur leurs activités pendant la saison hivernale.

Le VP CA invite Monsieur Stéphane Bourdageau, Directeur général des services (DGS), à présenter le plan de sobriété de l'établissement.

Ce plan de sobriété recense des mesures de bon sens pour réaliser des économies d'énergie. Il est à distinguer d'un plan plus global de la performance énergétique ou de la transformation et de la production d'énergie qui fait l'objet d'autres dispositions mises en œuvre par la Direction du patrimoine immobilier (DPI).

Les mesures du plan de sobriété d'Avignon Université sont organisées de manière graduelle. Le niveau 1 prévoit des mesures assez simples de bonnes pratiques qui pourront entraîner à elles-seules des économies d'énergie de 10 à 15 % : rondes systématiques pour vérifier la fermeture des fenêtres ou l'extinction des éclairages, campagnes d'information et de sensibilisation auxquelles seront associés les représentants des étudiants, abaissement de la température à 19°C en hiver, extinction des écrans des machines à café et des distributeurs de boissons, réduction du temps de fonctionnement des écrans à visée de communication, concentration des cours sur la journée pour améliorer le taux d'occupation des salles et permettre une fermeture à 19h, arrêt automatique des ordinateurs à 20h dans les salles informatiques...

En ce qui concerne plus particulièrement l'abaissement de la température à 19°C, le ressenti pouvant varier en fonction de la localisation dans tel ou tel bâtiment des campus, si la température descendait à un niveau qui n'était plus acceptable ou plus confortable pour pouvoir travailler, il conviendrait de faire un signalement auprès de la DPI de façon à trouver des solutions adaptées à chaque situation. Il s'agit par cette mesure de limiter l'utilisation systématique de chauffages d'appoint fortement consommateurs d'énergie.

Les mesures du niveau 2 sont plus ambitieuses et plus contraignantes puisqu'elles s'inscrivent dans le cadre de fermetures temporaires des locaux ou de mise à l'arrêt des équipements habituellement utilisés par l'université : intervention de la société de nettoyage pendant les horaires d'ouverture de l'établissement permettant de réduire la durée d'éclairage le matin et le soir, fermeture lors de grands froids de la Bibliothèque Maurice Agulhon et mise à l'arrêt des équipements (éclairage, ventilation, chauffage), possibilité d'une fermeture de l'établissement la semaine du 20 février (vacances de cours) et recours au télétravail en cas de dégradation importante de la situation énergétique, mise à l'arrêt autant que possible des équipements scientifiques fortement consommateurs d'énergie sur Agrosiences, arrêt du chauffage des salles d'activités du Pôle sportif...

Le DGS précise que l'université ne figure pas parmi les établissements prioritaires qui ne subiraient pas d'opérations de délestage. Seuls les établissements intervenant dans le domaine de la santé, de la sécurité ou de la défense seront priorités. En cas de délestage, l'université y serait donc contrainte. Après échange avec la Préfecture de Vaucluse, la destruction du matériel scientifique ou industriel qui serait liée à des mesures restrictives n'entrerait pas en ligne de compte pour déterminer ces priorités. Pour autant, l'établissement va dresser la liste des équipements et matériels sensibles pour essayer de faire prendre en compte sa situation.

Les mesures de niveau 3 du plan de sobriété ont vocation à être mises en œuvre en cas de dégradation très importante ou très rapide de la situation, du marché de l'énergie ou d'une limitation d'approvisionnement. Le niveau 3 maintient uniquement les enseignements et le présentiel des étudiants : arrêt du chauffage dans les bureaux administratifs et enseignants avec recours au télétravail pour ne maintenir que les salles de classe à une température de 19°C et une plage d'utilisation réduite, réalisation de travaux d'amélioration énergétique immédiats ou à court terme, solutions de remplacement pour réduire les consommations des serveurs informatiques, neutralisation de toutes les surconsommations.

Monsieur Bourdageau indique que le plan de sobriété de l'université a fait l'objet d'un examen par le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) en séance extraordinaire le 28 octobre 2022.

Il donne la parole à Madame Florence Andrzejewski, Conseillère sûreté (FSD) et ingénierie des risques (CSIR), pour présenter les grandes orientations du PCA de l'établissement.

Le PCA vise à assurer la poursuite des activités conduites au sein de l'établissement en cas de coupures électriques ou de gaz et à en réduire l'impact et les risques. Les potentielles ruptures d'approvisionnement électrique se basent sur l'étude réalisée par RTE, gestionnaire du réseau de transport français d'électricité. RTE publie annuellement son rapport prévisionnel avant la saison hivernale et envisage cette année un certain nombre d'hypothèses de ruptures de courte ou de longue durée. Il en est de même pour ce qui est des opérateurs de gaz.

Dans cette perspective, la cellule de gestion de crise de l'université a sollicité l'ensemble des services et composantes afin de recenser toutes les activités conduites sur la période (recherche, pédagogie, administratif et technique, tenue d'événements...), afin de mesurer l'impact et de la criticité et élaborer in fine un plan d'actions adapté et soutenable.

Différents scénarios et plans d'actions ont été étudiés selon la nature, la durée et l'occurrence des coupures énergétiques (*cf. diaporama de présentation – pages 7 et 8*).

En cas de décision de coupure électrique, l'Etat envisage de faire une préalerte pour un secteur géographique donné, la veille de la coupure à partir de 13h30. Si entre 13h30 et 17h30, aucune réduction énergétique sensible n'est constatée, une coupure pourra être décidée pour le lendemain. L'établissement sera alors informé la veille à 21h30 et pourra actionner les mesures de son PCA.

Le scénario le plus pessimiste est celui de la coupure électrique d'une durée supérieure à 12 heures. Dans cette hypothèse, les systèmes de sécurité incendie (SSI) ne pourraient plus être opérationnels à défaut d'approvisionnement en batterie, aussi l'établissement serait contraint à une fermeture administrative n'étant plus en capacité d'accueillir du public. Une coupure électrique de longue durée présenterait par ailleurs un risque de perte définitive de travaux ou de résultats scientifiques, de matières premières ou de ressources pour certains travaux de recherche qui nécessitent un fonctionnement constant.

L'élaboration du PCA de l'établissement est en cours de finalisation, un travail de formalisation de procédures de mise en sécurité, de sauvegarde des activités, va être engagé très prochainement en tenant compte des seuils de criticité qui permettront de dimensionner correctement les mesures à mettre en œuvre.

(*cf. annexes point 1*).

A l'issue de ces présentations, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Durand demande si les mesures de délestage consistent en une réduction de la puissance électrique ou en une coupure franche.

Madame Andrzejewski indique que la décision de délestage peut aller jusqu'à la coupure électrique intégrale sur un secteur géographique donné, hors établissements santé et défense.

Pour compléter, le DGS précise que des variations de puissance électrique pourront intervenir, elles seront annoncées si ces variations sont importantes ou si la coupure est intégrale. Les onduleurs dont sont équipés certains matériels ne pourront tenir sur toute la durée d'une coupure longue. L'établissement pourrait avoir recours à des groupes électrogènes, pour cela il convient d'identifier les équipements voire les zones à couvrir. Se pose cependant la question de la disponibilité des groupes électrogènes compte tenu de la forte demande au niveau national.

Prenant la parole, Monsieur Morin demande si en cas de coupure électrique les enseignants pourront poursuivre l'utilisation de matériel informatique dans le cadre de leurs cours.

Le VP CA indique que les enseignants seront temporairement privés d'outils numériques et d'équipements audiovisuels. Ils sauront s'adapter, comme les étudiants, afin d'assurer la poursuite de leurs enseignements.

L'enjeu de ces mesures de délestage est de garantir l'approvisionnement énergétique des secteurs critiques comme la défense et la santé en régulant l'approvisionnement des autres secteurs comme les administrations, les entreprises et les particuliers. Si cette régulation est suffisante, le scénario se limiterait à des variations de puissance électrique ou des coupures momentanées. Néanmoins, l'établissement prévoit dans son PCA le scénario le plus pessimiste d'une coupure électrique longue durée afin de s'y préparer.

Les mesures du plan de sobriété ont vocation à permettre une réduction de la consommation énergétique de l'établissement. Si la baisse de la consommation électrique est suffisante, cela réduit d'autant la probabilité de survenance de la coupure.

Madame Andrzejewski indique qu'en cas de microcoupures, l'établissement pourra continuer à accueillir du public. Dès lors que la coupure irait au-delà des 12 heures, il se verrait contraint à une fermeture administrative en l'absence de SSI.

Madame Blanke demande s'il est possible d'anticiper dès à présent l'achat d'un groupe électrogène afin d'assurer l'alimentation électrique des serveurs informatiques implantés sur le site centre-ville.

Madame Andrzejewski indique que l'affectation des groupes électrogènes de grosse capacité par Enedis sera priorisée sur les établissements de santé et de défense. Comme indiqué précédemment, les établissements d'ESR ne font pas partie des administrations prioritaires en cas de délestage. Plus encore, le nœud Renater étant hébergé par l'université, tous les établissements de l'Education nationale de la Région PACA seront impactés par les ruptures d'approvisionnement électrique.

Le VP CA précise que la gouvernance de l'établissement a sensibilisé la Préfecture de Vaucluse sur l'impact et les risques des mesures de délestage sur l'activité de l'université. La Préfecture en a pris acte, néanmoins les priorités nationales restent concentrées sur les secteurs de la défense, la santé et le secours aux personnes.

Madame Blanke demande si Aix-Marseille Université est dans la même situation.

Monsieur Priso-Essawe indique qu'il s'agit de priorités nationales s'appliquant à l'ensemble du territoire.

Monsieur Morin s'interroge sur le fait que l'Education nationale et l'ESR n'aient pas été classés par les services de l'Etat comme étant prioritaires au même titre que les fonctions régaliennes.

Monsieur Priso-Essawe rappelle les enjeux de sécurisation des personnes par le maintien des services hospitaliers et de secours.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 4 octobre 2022

Le VP CA invite les membres du Conseil à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la séance du 4 octobre 2022 (*cf. annexe point 2*).

A défaut d'observation, il soumet ce procès-verbal au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

3. Ressources humaines :

3.1 Correctif à la délibération n°CA-2022-042 du 12 avril 2022 portant sur une prime de responsabilités pédagogiques (PRP) au titre de l'année universitaire 2021-2022

Le 29 juin 2021, le CA a adopté le référentiel des responsabilités pédagogiques des UFR au titre de l'année universitaire 2021-2022. Au moment du vote sur la répartition de ces PRP le 12 avril dernier, il a été omis d'intégrer la prime associée à la coordination des licences accès santé (LAS). Le VP CA en rappelle les missions.

Il est demandé au Conseil d'apporter un correctif à sa délibération n°CA-2022-042 afin d'inclure cette prime pour un volume horaire de 40 heures (*cf. annexe point 3.1*).

Ce correctif a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du Comité technique (CT) en sa séance du 7 novembre 2022.

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet ce correctif au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.2 Approbation des nouvelles modalités de versement des primes aux agents contractuels BIATSS de l'établissement

Le VP CA invite Monsieur Mathieu Boussat, Directeur des ressources humaines (DRH), Directeur général adjoint (DGA), à présenter ce point.

Le régime indemnitaire des personnels BIATSS est constitué de deux dispositifs, un dispositif mensuel qui est celui de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) versée au regard de la fonction occupée par l'agent, et un dispositif indemnitaire annuel basé sur l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent (complément indemnitaire annuel – CIA).

Pour permettre le versement du CIA aux agents contractuels BIATSS, deux avenants au contrat étaient réalisés jusqu'alors, l'un au 1^{er} décembre pour inclure une augmentation du point d'indice, l'autre au 1^{er} janvier pour permettre un retour à l'indice initial.

La loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 offre désormais la possibilité de prendre en compte les résultats professionnels dans la rémunération des agents contractuels BIATSS par le versement d'une prime dédiée à cet effet.

Afin de dissocier le versement de cette prime du montant forfaitaire du traitement brut et assurer ainsi une meilleure lisibilité pour les agents, il est proposé au CA d'adopter ces nouvelles modalités techniques de versement des primes aux agents contractuels BIATSS de l'établissement (*cf. annexe point 3.2*).

Ces nouvelles modalités ont recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CT en sa séance du 7 novembre 2022.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet les nouvelles modalités de versement des primes aux agents contractuels BIATSS au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4. Formation : création de diplômes universitaires (DU) à compter de l'année universitaire 2022-2023 :

Ces projets de création de DU s'inscrivent dans le cadre de programmes dans lesquels l'établissement est engagé, un programme de recherche partagé avec le groupement d'intérêt scientifique sur les cancers d'origine professionnelle (GISCOPI) pour le DU « Cancer, travail et environnement », et le campus des métiers et des qualifications des industries culturelles et créatives (CMQ ICC) pour les DU « Webcréation ».

Le VP CA invite Monsieur Fabien Monnet, Directeur du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV), à présenter ce point. Monsieur Monnet présente l'organisation des enseignements, les publics et métiers visés, les modalités de contrôle de connaissance et le budget prévisionnel des six DU ci-après :

- **DU « Cancer, travail et environnement »**
- **DU « Webcréation : monter et sécuriser son projet »**
- **DU « Webcréation : écriture et narration »**
- **DU « Webcréation : expression et mise en scène »**
- **DU « Webcréation : community management »**
- **DU « Culture et handicap(s) : accessibilité et inclusion »**

(*cf. annexes point 4*).

Le Directeur du SFTLV précise que l'établissement a sollicité le financement des quatre DU « Webcréation » pour une durée de cinq ans via le CMQ ICC. En ce qui concerne les DU « Cancer, travail et environnement » et « Culture et handicap(s) », l'établissement a d'ores et déjà engagé des discussions avec les opérateurs de compétences (OPCO) qui ont exprimé un vif intérêt à l'égard de ces formations compte tenu de leurs spécificités en lien avec les besoins du marché. Les OPCO se disent prêts à les financer.

La création de six DU a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la Commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU) en sa séance du 27 octobre 2022.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la création de ces six diplômes au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5. Approbation des nouvelles modalités de recyclage des documents de la Bibliothèque universitaire sortis des collections (bibliovente)

Chaque année, la Bibliothèque universitaire (BU) sort de ses collections un certain nombre d'ouvrages et de revues qu'elle propose à la vente pour une somme modique (biblioventes annuelles).

La BU souhaite faire évoluer ce dispositif via d'une part l'organisation d'une bibliovente permanente et, d'autre part, la mise en vente de ces ouvrages et revues dans le cadre d'une économie circulaire et solidaire.

Le VP CA invite Madame Corinne Maubernard, Directrice adjointe de la BU, à présenter ce point.

Le désherbage des collections physiques des bibliothèques universitaires est une activité courante. Environ 5 000 ouvrages entrent chaque année dans les collections de la BU d'Avignon Université pour environ 1 300 ouvrages qui sortent des collections.

Jusqu'à présent, deux solutions étaient mises en œuvre pour les ouvrages sortis de collections : la pratique du pilon pour les documents détériorés ou dont le contenu scientifique n'est plus adéquat et, depuis 2017, l'organisation d'une bibliovente annuelle qui a rencontré un certain succès auprès de la communauté universitaire.

La BU souhaite compléter ce dernier dispositif par une bibliovente permanente. Il s'agirait d'aménager au sein des deux BU des espaces dédiés à la vente d'ouvrages sortis de collections sur certains créneaux chaque mois.

Par ailleurs, afin de valoriser les documents qui n'auraient pas trouver preneur ou qui n'auraient pas leur place dans les biblioventes, la BU propose de conventionner avec la Société Ammareal, société privée française de vente en ligne de livres d'occasion dont le fonctionnement est basé sur une économie circulaire, sociale et solidaire. Cette société reverse une partie des bénéfices à la structure qui lui confie ces ventes mais également à des associations de lutte contre l'illettrisme et en faveur de l'éducation.

Si le Conseil approuve le projet de convention avec la Société Ammareal, la BU propose de reverser une partie de bénéfices à l'association « Bibliothèques Sans Frontières ».

(cf. annexes point 5).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Durand demande si la Société Ammareal couvre principalement le territoire national ou si les ventes sont destinées à l'international.

Madame Maubernard précise qu'il s'agit d'une plateforme de vente en ligne accessible aux particuliers, les documents peuvent donc potentiellement sortir du territoire.

Monsieur Durand indique que certains établissements partenaires à l'étranger pourraient être intéressés par l'acquisition de ces ouvrages. Il demande si la Société Ammareal pourrait proposer cette prestation.

Madame Maubernard précise que la Société Ammareal est spécialisée dans la vente aux particuliers, son activité n'est pas tournée spécifiquement vers des institutions.

Prenant la parole, le VP CA indique qu'il est tout à fait possible de répondre à des besoins exprimés par des établissements partenaires via un dispositif spécifique de cession d'ouvrages. Il s'agira de le prévoir dans les conventions de coopération internationale. Madame Maubernard confirme que la BU peut travailler à la mise en place de ce type de dispositifs à destination d'universités partenaires. La BU inventorie les documents sortis des collections, elle est en capacité de fournir des listes qui peuvent leur être communiquées. Ces listes sont d'ores et déjà diffusées auprès de la communauté universitaire en amont des biblioventes annuelles.

Madame Blanke demande si les listes des ouvrages sortis de collections sont accessibles sur le site de la BU.

Madame Maubernard précise que ces listes sont habituellement communiquées via les listes de diffusion internes. Il est néanmoins possible de les publier également sur le site internet de la bibliothèque.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet ces nouvelles modalités de recyclage des documents sortis de collections au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6. Conventions :

6.1 Approbation de la convention de reversement entre l'Université d'Aix-Marseille et Avignon Université dans le cadre du projet PANORAMA (TIP/PIA)

Le projet PANORAMA pour lequel Avignon Université est établissement partenaire a été lauréat dans le cadre de l'action « Territoires d'innovation pédagogique » du programme d'investissements d'avenir (PIA/TIP).

La convention soumise au vote du CA définit les modalités de reversement par AMU de la part de la subvention accordée à Avignon Université pour sa participation au projet PANORAMA (cf. annexe point 6.1).

Le VP CA invite Monsieur Ludovic Bernard, Directeur du Service d'accompagnement à la formation, l'insertion, la réussite et l'entrepreneuriat (SAFIRE), à apporter toutes précisions.

Monsieur Bernard précise que le projet PANORAMA porte sur l'orientation des lycéens vers l'enseignement supérieur. 731 000 euros sur 10 ans seront reversés à l'établissement pour mener les actions sur le territoire en lien avec les réseaux académiques et les lycées (Vaucluse et nord des Bouches-du-Rhône).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet cette convention au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.2 Approbation de la convention-cadre de coopération avec l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence (Licence AES - science politique) pour la période 2022-2026

Cette convention-cadre porte sur le dispositif d'accueil par l'Institut d'études politiques (IEP) d'Aix-en-Provence d'étudiants de la licence AES d'Avignon Université. Elle a vocation à prolonger ce dispositif existant depuis 2018, et ce jusqu'en 2026 (*cf. annexe point 6.2*).

Le VP CA invite Monsieur Guillaume Marrel, Doyen de l'UFR Droit, économie, gestion (DEG), à apporter toutes précisions.

Ce dispositif a été initié dans le cadre des « Cordées de la réussite » et vise à permettre à une vingtaine d'étudiants de 2^{ème} et 3^{ème} années du parcours « Science politique » de la licence AES de suivre des enseignements dispensés par l'IEP d'Aix-en-Provence. Cette coopération implique également pour ces étudiants de réaliser un semestre à l'étranger dans le cadre d'une mobilité Erasmus et d'avoir une deuxième langue vivante. Ce dispositif vise à valoriser les étudiants d'Avignon Université qui souhaitent candidater à l'examen d'entrée en master 1 à l'IEP.

L'IEP assume l'intégralité des coûts des enseignements que les étudiants suivent. Avignon Université prend en charge l'indemnisation des frais de déplacement sur le site aixois.

Cette convention a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU en sa séance du 27 octobre 2022.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet cette convention-cadre au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.3 Approbation de la convention cadre de partenariat privilégié avec l'entreprise Quadient Shipping pour la période 2022-2025

Cette convention, initiée par le Centre d'enseignement et de recherche en informatique (CERI), définit le cadre général d'une coopération de l'établissement avec l'entreprise Quadient Shipping dans les domaines scientifiques d'intérêt commun, des activités de formation et d'accompagnement de l'insertion professionnelle des étudiants (*cf. annexe point 6.3*).

La parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Durand demande des précisions sur les actions qui seront facilitées par le biais de ce partenariat et quels seront les financements engagés.

Le VP CA indique qu'il s'agit de faciliter l'intervention de professionnels dans les cursus de formation, d'organiser des séances de préparation au recrutement ou d'information sur les métiers exercés au sein de l'entreprise, de diffuser des offres de stages, de contrats d'alternance, de contrats CIFRE, d'offres d'emplois, de permettre un accès privilégié des étudiants aux événements de l'entreprise et de renforcer la collaboration scientifique entre les structures.

Cette convention-cadre n'implique pas d'engagement financier.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet cette convention-cadre au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.4 Approbation de la convention cadre de partenariat privilégié avec l'entreprise PACK Solutions pour la période 2022-2024

Comme précédemment, cette convention définit le cadre général d'une coopération de l'établissement avec l'entreprise PACK Solutions dans les domaines scientifiques d'intérêt commun, des activités de formation et d'accompagnement de l'insertion professionnelle des étudiants (*cf. annexe point 6.4*).

Ce point ne soulevant aucune observation, le VP CA soumet cette convention-cadre au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.5 Approbation de la convention cadre de partenariat privilégié avec la SAS CBA Informatique Libérale pour la période 2022-2024

Comme précédemment, cette convention définit le cadre général d'une coopération de l'établissement avec la SAS CBA Informatique Libérale dans les domaines scientifiques d'intérêt commun, des activités de formation et d'accompagnement de l'insertion professionnelle des étudiants (*cf. annexe point 6.5*).

Ce point ne soulevant aucune observation, le VP CA soumet cette convention-cadre au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.6 Approbation de la convention de coopération avec le Lycée général et technologique François Pétrarque d'Avignon (LP MGO) au titre de l'année universitaire 2021-2022

Cette convention définit les modalités de coopération entre Avignon Université et le Lycée général et technologique François Pétrarque dans le cadre de la licence professionnelle « Management et gestion des organisations » (LP MGO) portée par le SFTLV (*cf. annexe point 6.6*).

La convention a fait l'objet d'une rediscussion de ses modalités financières avec le partenaire, sa signature est donc intervenue tardivement. Il est demandé au Conseil de régulariser cette convention au titre de l'année universitaire 2021-2022.

Ce point ne soulevant aucune observation, le VP CA la soumet au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.7 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique avec l'APECITA (master ST2AE) au titre de l'année universitaire 2022-2023

Ce projet de convention définit les modalités de coopération entre l'université et l'APECITA dans le cadre de prestations de formation relatives à la méthodologie de l'insertion professionnelle auprès des étudiants de première année de master en Agrosciences (*cf. annexe point 6.7*).

Conformément à la délibération n°2017-055 du CA en sa séance du 27 juin 2017, ce projet prévoyant un taux de rémunération horaire dépassant au-delà de deux fois le taux horaire équivalent TD (hTD), il doit être soumis à l'approbation préalable du Conseil.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet ce projet de convention au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.8 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique avec l'association Rheso au titre de l'année universitaire 2022-2023

Ce projet de convention définit les modalités de coopération entre l'université et l'Association Rheso qui participe à la formation sur la sensibilisation aux violences de genre dans le cadre d'une unité d'enseignement d'ouverture, et ce pour la quatrième année consécutive (*cf. annexe point 6.8*).

Comme précédemment, ce projet prévoyant un taux de rémunération horaire supérieur au double du taux horaire équivalent TD (hTD), il doit être soumis à l'approbation préalable du Conseil.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Durand demande des précisions sur le montant alloué au partenaire dans le cadre de cette action.

Le VP CA indique que la rémunération de l'association Rheso a été revalorisée par rapport à l'année dernière (2 200 euros pour 18 heures contre 2 000 euros l'an passé). Cette somme inclut l'action pédagogique mais également la mise à disposition des intervenants par le partenaire.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet ce projet de convention au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

7. Questions diverses

⇒ **Néant**

Le VP CA attire l'attention des administrateurs sur la nécessité d'un quorum physique pour la séance du Conseil du 13 décembre 2022 (adoption du budget initial 2023).

Par ailleurs, il rappelle qu'une séance supplémentaire du CA en formation plénière est programmée le vendredi 6 janvier 2023 à 10h pour l'examen du nouveau projet qui sera déposé en troisième vague de l'appel à projets « Excellence sous toutes ses formes » (ExcellencES) du PIA4.

Prenant la parole, Monsieur Morin indique que les représentants élus des étudiants feront leur possible pour participer à la séance du 13 décembre 2022, sans garantie toutefois en raison de la tenue des examens à cette période.

Le VP CA en prend note et précise que la programmation du dernier Conseil de l'année civile est contraint par des délais réglementaires. Il indique que le quorum physique nécessite la présence de 15 membres du Conseil sur 29 le composant. Aussi, l'absence d'un ou plusieurs représentants élus étudiants n'est pas susceptible, à elle seule, de rendre le quorum inaccessible.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15h45.

Le Président d'Avignon Université


Philippe ELLERKAMP
AVIGNON
UNIVERSITÉ
74 rue
Louis Pasteur
84029 Avignon
cedex 1